Le forum national du NDI, tenu les 24 et 25 mai 2012, a rÃ©uni les reprÃ©sentants des partis politiques, de la sociÃ©tÃ© civile et d'institutions publiques.

AprÃ¨s avoir examinÃ© et analysÃ© des thÃ¨mes comme les principes de la participation des femmes Ã la vie politique, le cadre normatif et institutionnel de la participation politique des femmes au Burkina Faso, les enjeux des futures Ã©lections lÃ©gislatives et municipales pour les femmes, les contraintes des femmes, surtout celles du monde rural pour jouir de leurs droits, les stratÃ©gies de promotion des candidatures fÃ©minines et pour gagner avec les femmes, les responsabilitÃ©s des femmes dans la gouvernance, les participants ont fait une dÃ©claration qui s'articule autour de 10 points.

Ils encouragent l'Etat Ã renforcer les efforts consentis, ces derniÃ¨res annÃ©es, pour prendre en compte les prÃ©occupations des femmes, exhortent le gouvernement Ã prendre d'urgence un dÃ©cret d'application de la loi sur le quota pour en assurer la mise en oeuvre optimale par les acteurs concernÃ©s et fÃ©licitent les partenaires pour leur appui constant Ã l'organisation des Ã©lections au Burkina Faso et les invite Ã poursuivre leur action.

A l'endroit des partis politiques, les participants au forum encouragent Ã assurer le positionnement des femmes sur les listes Ã©lectorales pour qu'elles aient la chance d'Ãªtre Ã©lues (en appliquant par exemple, le Â« systÃ¨me zÃ©brÃ©, un homme, une femme Â»), Ã mieux s'intÃ©resser aux jeunes et Ã accorder une formation politique aux jeunes militants.

Un appel a Ã©tÃ© lancÃ© Ã l'adresse des femmes Ã s'engager dans la politique, Ã travailler de faÃ§on solidaire pour faire avancer la cause fÃ©minine.

Les femmes doivent se mobiliser pour se faire enrÃ´ler comme Ã©lectrices, une Ã©tape cruciale pour les Ã©lections couplÃ©es de dÃ©cembre prochain au Burkina Faso. Par ailleurs, les participants ont reconnu que tout ne sera possible qu'avec l'implication effective des hommes.

A cet effet, ils encouragent cette franche de la population Ã soutenir toutes les initiatives rentrant dans le cadre de la promotion des droits de la femme.

Â« La participations de la femme Ã la vie politique constitue un enjeu majeur qui requiert une implication de tous les acteurs du processus dÃ©mocratique.

Par leur forte mobilisation et leur soutien indÃ©fectible aux partis politiques, elle contribuent Ã la rÃ©ussite du processus Ã©lectoral Â», a indiquÃ© le ministre de la Promotion de la femme, Nestorine SangarÃ©/CompaorÃ©.

Des contraintes liÃ©es Ã la promotion de la femme

Des communications assurÃ©es par Franceline ToÃ©/Bouda, ZÃ©nabou Coulibaly/Zongo, FrÃ©dÃ©ric Kader NikiÃ©ma, Reine Bertille Benao/SakandÃ© ont Ã©tÃ© objet d'Ã©changes fructueux.

Il en ressort, entre autres, que les contraintes liÃ©es Ã la promotion des femmes sont d'origine socioculturelle, Ã©conomique, religieuse... Et cela a pour consÃ©quence une faible prÃ©sence des femmes dans les sphÃ¨res de prise de dÃ©cision.

En tÃ©moignent les chiffres donnÃ©s par Reine Bertille Benao/SakandÃ© : Â« 1% des femmes burkinabÃ¨ font des Ã©tudes supÃ©rieures contre 3% des hommes.

Plus de 80% des postes politico-administratifs sont occupÃ©s par les hommes Â». Aujourd'hui, le pays compte 17 femmes dÃ©putÃ©s sur 111 et 6000 Ã©lues municipales sur 117 000.

Quatre femmes ministres sur 31. Pour ZÃ©nabou Coulibaly/Zongo, la loi sur le quota ne prÃ©cise pas de faÃ§on claire, le positionnement de la femme sur les listes Ã©lectorales. Pour que cette loi ait un effet, Il faut que chaque parti politique place celle-ci oÃ¹ il faut, afin

qu'elle ait la chance de gagner.

Des femmes leaders politiques, Afoussy Bamba de la CÃ´te d'Ivoire, Haoua Dia/Thiam, du SÃ©nÃ©gal et Saran Daraba Kaba sont venues partager leurs expÃ©riences en politique avec leurs soeurs burkinabÃ¨.

Elles ont toutes soulignÃ© l'existence des pesanteurs socioculturelles qui contraignent, la plupart du temps, la femme africaine Ã se confiner Ã un rÃ´le de second plan en politique.

Cependant, ont-elles relevÃ©, seule la solidaritÃ©, la volontÃ©, le courage, la persÃ©vÃ©rance et le soutien effectif des hommes viendront Ã bout de ces injustices liÃ©es au sexe.

Quant Ã ceux qui pensent que femme ne rime pas avec politique, Mme Saran Daraba Kaba, seule candidate Ã la derniÃ¨re Ã©lection prÃ©sidentielle en GuinÃ©e, avoue qu'ils se trompent. La preuve est qu'elle rÃ©ussit sa vie de femme au foyer depuis environ une cinquantaine d'annÃ©es et est mÃ¨re de 7 enfants.

Pour Haoua Dia/Thiam, ancienne ministre, conseillÃ¨re municipale, un leader politique n'est rien s'il n'est pas rattachÃ© Ã une base. Â« La participation Ã la gouvernance locale est importante, car la prise de dÃ©cision a des effets immÃ©diats sur le mode de vie des populations, l'impact des choix de dÃ©veloppement se ressent dans la communautÃ©, par consÃ©quent, les femmes sont plus indiquÃ©es pour faire des propositions dans ce sens... Â».

D'oÃ¹ son appel Ã ses soeurs du Faso Ã se faire investir sur les listes municipales. Me Afoussy Bamba, une Ã©lue dÃ©putÃ©e de la CÃ´te d'Ivoire, se distingue des deux autres par son jeune Ã¢ge. PrÃ©sente dans toutes les nÃ©gociations pour le retour de la paix en CÃ´te d'Ivoire, elle est une figure de la scÃ¨ne politique.

Le NDI a voulu, par sa prÃ©sence, amener la jeunesse, notamment celle fÃ©minine, Ã s'intÃ©resser Ã la politique. Faisant une comparaison de la promotion de la femme dans les

deux pays, elle a indiquÃ© que les Ivoiriens ont beaucoup Ã apprendre du pays des hommes intÃ¨gres.

En effet, il va falloir que les femmes ivoiriennes s'intÃ©ressent Ã des termes comme paritÃ©, genre, la loi sur le quota, etc., a annoncÃ© Me Bamba. Sur 255 dÃ©putÃ©s, il n'y a que 28 femmes Ã l'AssemblÃ©e nationale ivoirienne, a-t-elle indiquÃ©.

Les participants, avant de se quitter, ont souhaitÃ© la crÃ©ation d'un cadre de concertation pour les femmes qui visera Ã dÃ©fendre leurs intÃ©rÃªts.

Par Habibata Wara